

OVNI au Lafontaine



Une caisse de près de 10 000 micro-fiches a atterri mystérieusement au pavillon Lafontaine. Elle n'est pas radio-active, ce qui a rassuré les gens du département des sciences de l'éducation. Ils l'ont ouverte sans crainte pour en voir le contenu: Selon un informaticien calé, qui refuse de s'identifier, chacune des micro-fiches est une reproduction micro-photocopiée de 100 pages d'output d'ordinateur. C'est un premier indice. Un deuxième filon: il y a des listes de noms et prénoms, ainsi que

des codages de données socio-biographiques. L'agencement d'une numérotation laisse croire qu'il s'agit de numéros d'assurance-sociale de sujets. Qui peut résoudre l'énigme du colis? Il n'est adressé à personne et on ignore de qui et d'où il vient. Récompense promise à qui aura la clef du mystère. Pour de plus amples renseignements, s'adresser à Mlle Carmelle Gagné, à 3815.

Au sujet d'ARC, la C.E. recommande de:

- maintenir les programmes
- rouvrir les admissions
- poursuivre la tutelle

Ce n'est peut-être pas encore la paix. Mais c'est une trêve. Lundi, 17 novembre, la commission des études de l'UQAM, réunie au pavillon Phillips, a adopté à l'unanimité une résolution sur la situation en animation et recherche culturelles (ARC). Elle fait le point. Mais ne met pas le point final à un dilemme chronique qui, dans un terreau universitaire composite quoique jeune, a pris racine. Puis s'est démultiplié en ramifications d'allure inextricable.

La commission a discuté des rapports sur la tutelle du rassemblement en animation et recherche culturelles, du rapport d'étape du comité d'évaluation des programmes d'animation culturelle, du rapport du comité chargé d'étudier les modalités de validation de la session d'hiver 80 au module d'animation et recherche culturelles, du rapport du comité d'enquête, des avis respectifs du vice-recteur à l'enseignement et à la recherche ainsi que des professeurs-commissaires.

La commission a entendu les professeurs d'ARC, leurs collègues dissidents, les étudiants du module.

La commission recommande à l'unanimité au Conseil d'administration de maintenir les programmes d'animation culturelle (bacc. et certificat); de mandater la sous-commission du premier cycle pour qu'elle présente, avant le 1er mars 81, à la commission des études un rapport final sur l'évaluation des programmes, de même qu'une proposition de modification de la banque de cours

siglés ARC, compte tenu du transfert possible de certains cours à d'autres départements «afin d'assurer l'apport approprié des diverses disciplines scientifiques».

La commission recommande au Conseil d'autoriser la réouverture des admissions aux programmes d'animation culturelle en mars 81, aux fins d'inscription à la session d'automne 81, sous réserve du rapport du comité de tutelle, qui devra être déposé avant le 1er avril prochain.

La commission recommande au Conseil de suspendre les modes d'administration et de fonctionnement du module et de révoquer les mandats de tous les membres du conseil de module; de mandater le vice-doyen de la famille des lettres pour proposer, à la réunion de décembre 80 de la commission: la nomination d'un nouveau directeur de module ne pouvant venir du rassemblement «afin de permettre que la relance souhaitée se fasse dans les meilleures conditions possibles», ainsi que la formation d'un conseil de

(la suite en page 2)

Validation de la session d'hiver 80

Il est proposé que la commission des études recommande au Conseil d'administration de valider les 33 cours donnés à la session d'hiver 80 dans les programmes d'animation culturelle; de demander aux professeurs et chargés de cours d'ARC d'effectuer les opérations mentionnées

au rapport sur les modalités de validation de la session d'hiver 80 pour que soient validés les 11 autres cours identifiés au dit rapport, et de demander aux membres du comité de poursuivre leur mandat à cet effet. Rapport prévu pour la réunion de la commission de janvier 81.

Un livre - choc

«A L'UQAM : impasse de l'innovation»

- page 4

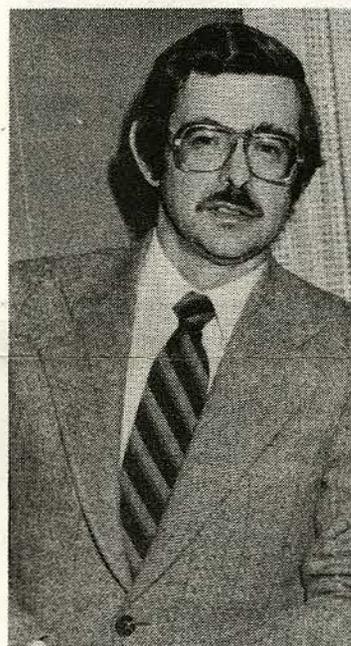
La recherche en 1979-80

Un écart croissant entre les subventions internes et externes

A l'Université du Québec à Montréal, la situation financière des chercheurs s'est quelque peu améliorée en 79-80 cependant que le déséquilibre entre les subventions internes et externes s'est particulièrement accru. Telles sont les conclusions du premier chapitre du rapport annuel sur la recherche commanditée et subventionnée à l'UQAM présenté récemment à la Commission des études par le doyen des études avancées et de la recherche.

Bien que l'évaluation du développement de la recherche ne puisse se faire dans le cadre restreint d'une seule année universitaire ou financière et qu'un rapport de ce type soit un instrument d'évaluation parmi d'autres, il s'avère nécessaire pour rendre compte de l'utilisation du Fonds interne de recherche, de l'importance et de l'évolution des subventions externes par secteur et par département; nécessaire également pour dégager les principales caractéristiques du financement de la recherche à l'UQAM et permettre aux responsables de formuler les recommandations qu'ils jugent pertinentes pour les années à venir.

Il ressort du deuxième chapitre consacré au Fonds interne de recherche (FIR) que le Programme d'aide financière aux chercheurs a subventionné 11 unités multi-départementales ou interuniversitaires, 105 projets de recherche, 167 projets de diffusion et répondu à 39 demandes d'aide au personnel de recherche (adjoints et attachés de recherche, bourses et contrats aux étudiants diplômés, techniciens). Tous les secteurs ont vu leur subvention interne s'accroître l'an dernier. Dans le contexte actuel de restriction budgétaire, note le rapport, l'UQAM doit s'interroger sur la possibilité de financer à l'interne



M. Denis Bertrand, doyen des études avancées et de la recherche

un si grand nombre d'activités.

Du côté des subventions externes, un phénomène important: l'augmentation significative des subventions du Conseil de recherche en sciences humaines. Cependant que décroissait l'aide provenant des organismes fédéraux et privés et du Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie Canada, celle des instances provinciales et des institutions d'enseignement prenait plus d'ampleur de même que

celle du Programme FCAC (même si 50% des demandes de l'UQAM y ont été refusées).

En conclusion, le doyen invite tous les professeurs à faire davantage appel aux subventions et commandites externes pour rendre possible leurs projets et activités de recherche; il incite tous les départements (particulièrement ceux de design, d'histoire, de sciences juridiques, de sciences religieuses, de sexologie et de sociologie) à se pencher sur la question des subventions de recherche, particulièrement sur l'équilibre à maintenir entre l'aide interne et externe.

Aux diverses instances responsables de la distribution du FIR, le doyen suggère de mieux coordonner les subventions externes et internes; afin que l'UQAM atteigne les objectifs contenus dans sa récente politique de développement de la recherche, M. Bertrand n'hésite pas à demander que soient prises des mesures draconiennes pour que les chercheurs fassent de plus en plus appel aux subventions et commandites externes.

Il recommande enfin — et cette recommandation n'est pas nouvelle — que l'institution se dote d'une politique concernant les contrats, honoraires professionnels, commandites, en vue d'en encourager et d'en baliser l'usage compte tenu surtout des implications et des intérêts de l'institution et des professeurs, des tâches, droits et obligations de ceux-ci ainsi que de l'actuelle convention collective SPUQ- UQAM. D.N.

Un guide pour les chercheurs

A chacune des réunions de la commission des études, un certain nombre de documents sont déposés sans qu'aucune discussion ne s'engage à leur sujet. En général, les commissaires les reçoivent poliment, sans chauds applaudissements. Il en fut autrement lors d'une des dernières assemblées de la CE; le document «RECHERCHE» — politique de développement et programme d'aide aux chercheurs — a été reçu dans l'enthousiasme. Et l'auteur, Denis Bertrand, doyen des études avancées et de la recherche, fut loué pour la préparation «d'une brochure aussi utile,

d'une précision et d'une clarté rares».

Il s'agit bien d'une brochure plutôt que d'un document au sens où, habituellement, on l'entend dans le milieu universitaire. Elle se présente dans un format magazine, avec en pochette, un guide d'utilisation du programme PAFAC. Le contenu de cette brochure avait déjà été l'objet d'une évaluation systématique et d'une consultation institutionnelle.

Le corps du document se divise en deux parties. La première touche à la **Politique de développement** (la suite en page 2)

Commission des études

A sa réunion régulière du 11 novembre 1980, la commission des études a:

- procédé à l'octroi de 314 diplômes de 1er cycle et de 11 diplômes de 2e cycle;
- nommé M. Prosper Bernard au poste de directeur du programme de maîtrise en administration des affaires à compter de janvier 81;
- renouvelé les mandats de MM. Eric Keller, Michel Tousignant et Gilles Beausoleil et nommé MM. Louis Cyr, Jean-Pierre Desaulniers et Mme Diane Bellemare à titre de membres de la sous-commission des études avancées et de la recherche;
- nommé de nouveaux membres et renouvelé le mandat de membres du comité des services à la collectivité pour l'année 1980-81;
- approuvé l'utilisation du mode d'évaluation «succès-échec» pour certains cours de 1er cycle et activités de 2e cycle;
- reçu l'avis que lui a transmis la sous-commission du 1er cycle concernant les cours de tourisme;
- recommandé au C.A. pour 1981-82, des politiques d'admission, de contingentement et de sélection pour certains programmes;
- reconnu l'opportunité de développer au 1er cycle un programme de certificat en éducation au plein air;
- créé un comité dont le mandat sera de lui présenter une politique des stages à sa réunion du mois de février 1981;
- reconnu le Laboratoire de recherche en écologie humaine et sociale (auparavant Laboratoire multidisciplinaire en analyse du comportement et intervention communautaire);
- approuvé le maintien d'un Cen-

tre de recherche en sciences de l'environnement à certaines conditions qui devront être remplies avant le 1er janvier prochain;

- reçu le rapport annuel sur l'état de la recherche subventionnée et commanditée à l'UQAM, 1979-80, ainsi que les six recommandations de la sous-commission des études avancées et de la recherche faisant suite à ce rapport;
- adopté des dispositions définissant le mandat et la composition de la sous-commission des ressources et nommé de nouveaux membres sur cette sous-commission: MM. Jean-Pierre Hardenne, Franz Mayr et Guy Mercier;
- recommandé au C.A. la politique générale de répartition des postes pour 1981-82;
- recommandé au C.A. un aménagement des dispositions relatives aux congés de perfectionnement de courte durée;
- recommandé au C.A. d'accorder un congé de perfectionnement de très courte durée à un professeur;
- autorisé le département d'études littéraires à embaucher un professeur substitut pour la session d'hiver 81;
- autorisé le vice-recteur à l'enseignement et à la recherche à tenir une consultation relative à la demande de départementalisation du rassemblement en travail social;
- modifié le calendrier des inscriptions pour la session d'hiver 81 afin d'y ajouter une semaine supplémentaire;
- procédé à la ratification des résolutions de la sous-commission du 1er cycle et de la sous-commission des ressources.

Au service d'animation socio-culturelle

Un nouveau volet intervention

C'est sous l'impulsion de M. Jacques Lamothe, du service d'animation socio-culturelle, qu'avait lieu récemment la Semaine du prisonnier d'opinion, réussie si l'on peut en juger par le nombre de personnes venues participer au spectacle qu'y présentait pour l'occasion la troupe de théâtre Parminou. On était loin alors des ateliers de photo, danse, macramé, qui ont fait les beaux jours du service au début de son existence et qui constituent encore l'essentiel des activités de services semblables dans les cégeps et autres universités.

C'est que, indépendamment de la régie du Centre socio-culturel, le service d'animation socio-culturelle pousse une pointe cette année du côté de l'intervention culturelle et ce n'est pas Jacques Lamothe qui va s'en plaindre, visiblement à l'aise dans cette nouvelle fonction d'intervenant. S'il fallait avancer une définition, ce pourrait être celle-ci: des projets à caractère culturel, limités dans le temps et dans l'espace, réalisés en collaboration avec certains partenaires de l'extérieur et les modules ayant le plus d'affinités avec le contenu et l'orientation des projets, dans le respect de l'autonomie des uns et des autres. Surtout, dans une perspective de promotion culturelle et collective.

En concret, cela a déjà donné lieu à une collaboration étroite avec l'organisme Amnistie internationale; cela donnera lieu, du 5 au 8 février prochain, à la tenue en

Amnistie internationale à l'UQAM

Autre effet de la Semaine du prisonnier d'opinion tenue en octobre dernier: la formation d'un groupe d'Amnistie internationale à l'UQAM. Mlle Louise Chauvette, du module de biologie, en est l'initiatrice. Ce groupe de soutien, qui en est pour l'instant au stade embryonnaire, compte une dizaine d'étudiants mais il n'est nullement exclus que des employés et des professeurs s'y joignent.

La responsabilité des membres de ce groupe: réagir aux emprisonnements et disparitions récen-

tes de gens qui, partout dans le monde, subissent la répression et même la torture, du seul fait de leur opinion, sans avoir préconisé ou utilisé la violence. Les membres qui disposeront d'un peu plus de temps pourront le consacrer à la consolidation des activités du groupe à l'Université. Le montant de la cotisation annuelle est laissé à la discrétion des étudiants. Pour les autres, elle est de 20\$. Les intéressés peuvent communiquer avec Mlle Chauvette au 674-9932.



M. Jacques Lamothe

la salle Marie Gérin-Lajoie du 2e Festival international du Film super 8 du Québec, dont les responsables sont l'Association pour le jeune cinéma québécois et le Collège Ahuntsic. Février est encore loin mais il n'est pas trop tôt pour faire connaître les règles de participation au Festival.

Ouvert à tous, sans restriction d'âge ou de nationalité, le Festival comprend trois volets: intercollégial (pour les étudiants des collèges privés et publics du

Québec), national (pour tous les Québécois), international (pour tous). Il va de soi que tous les films des compétitions nationales et intercollégiales sont admissibles à la compétition internationale.

Seuls les films tournés en Super 8 et projetés à 18 ou 24 images-seconde, possédant un mètre d'amarce au départ et un mètre à la fin seront acceptés, qu'ils soient muets ou sonores, «pourvu que la bande magnétique soit collée sur le film.»

Une date à retenir: le 10 janvier 81, date limite pour faire parvenir les films. Ceux de la section nationale: à l'Association pour le jeune cinéma québécois, 1415 est, rue Jarry (374-4700 poste 403); ceux des sections internationale et intercollégiale: au Festival international du Film super 8 du Québec, 9155 rue Saint-Hubert (389-5921 poste 252).

Deux autres projets en voie de préparation, annonce M. Lamothe: du 16 au 22 février 81, colloque du Front commun pour un débat public sur l'énergie; du 9 au 13 mars, semaine culturelle de tous les modules à l'UQAM. D.N.



Prix d'excellence de l'Ordre des architectes

Ce n'est pas sans une pointe d'émotion que les pionniers de l'UQAM et ouvriers de la première heure se sont fraternellement retrouvés à l'occasion de l'attribution officielle du Prix d'excellence en architecture 1980 de l'Ordre des

architectes du Québec, prix attribué pour le nouveau complexe centre-ville. Dans l'ordre, de gauche à droite, M. Marcel Gagnon, ancien vice-recteur à la planification; M. Alexis Zinger, ancien vice-recteur aux communications,

M. Léo Dorais, recteur fondateur; Me Lise Langlois, ancien secrétaire général; M. Godefroy Cardinal, ancien vice-recteur exécutif, et M. Luc Bernier, ancien vice-recteur à l'administration et aux finances.

En ARC, la C.E. recommande...

(suite de la page 1)

module composé paritairement de professeurs (venant pour une moitié d'autres départements) et d'étudiants. La commission demande au conseil de module d'assurer la correction dans les programmes de deux lacunes: insuffisance dans la programmation de l'utilisation des ressources et des apports provenant d'autres disciplines et départements, et manque d'adéquation entre le libellé des cours et l'enseignement.

La commission recommande au Conseil de maintenir le rassemblement en animation et recherche culturelles dans la perspecti-

ve d'un ultime et dernier effort pour relancer le champ d'études et, sous la responsabilité du vice-recteur à l'enseignement et à la recherche, de poursuivre la tutelle au rassemblement; de créer, pour assister le vice-recteur, un comité de tutelle dont les membres seront choisis par ce dernier et par deux professeurs membres de la commission. Le comité aura pour mandat de demander et d'obtenir l'adhésion de tous les professeurs du rassemblement à un mode de fonctionnement normal fondé sur le respect mutuel ainsi que sur l'acceptation des fonctions du comité, savoir: de s'assurer que le

champ d'études est mieux défini; de fixer des objectifs et des tâches aux professeurs, conformément au rôle défini par les règlements de l'UQAM et la convention SPUQ.; d'établir les critères d'évaluation des professeurs; de contrôler les pratiques pédagogiques relevant du rassemblement; d'élaborer un plan de développement avec une attention particulière à l'axe recherche; d'établir des échéanciers. Dépôt du rapport préliminaire du comité: avant le 1er avril 81. Rapport final: avant le 1er novembre 81.

C.A.

Un guide...

(suite de la page 1)

pement de la recherche à l'UQAM et s'attache aux points suivants:

- l'insertion de la recherche dans la problématique de développement de l'UQAM;
- les principales lignes de force du développement institutionnel de la recherche;
- les objectifs généraux de la recherche à l'UQAM;
- les objectifs spécifiques du

fait suite à une étude intitulée: «Conditions nécessaires au développement de la recherche à l'UQAM», et elle vise en substance à «baliser le développement de la recherche et guider les chercheurs de l'UQAM au cours des prochaines années.»

Bien que les professeurs réguliers et les responsables des instances pédagogiques et de recherche aient reçu le document, beaucoup d'autres personnes pourraient trouver là des renseignements d'une grande utilité. On peut obtenir des exemplaires en s'adressant au secrétariat du décanat des études avancées, pavillon Phillips (282-3021). H.S.



L'équipe de rédaction a l'entière responsabilité du contenu du journal, qui n'engage en rien la direction de l'Université du Québec à Montréal.

l'Uqam

Vol. VII, no 11, 24 novembre 1980

publié par section information Université du Québec à Montréal Case postale 8888, Succursale «A» Montréal, Qué. H3C 3P8

rédauction: Claude Asselin, Claire Gauthier, Pierre Gélinais, Denise Neveu, Héléne Sabourin. Tél.: 282-6179

photos: service de l'audiovisuel Dépôt légal: deuxième semestre 1980 Bibliothèque nationale du Québec

développement de la recherche; • le mode privilégié de l'évaluation du développement de la recherche.

Dans une seconde section, le Programme d'aide financière aux chercheurs 1980-1985 (PAFAC), il est plus particulièrement question de: «La problématique du programme»; des «Règlements généraux et procédures»; de la «Structuration du programme». Le document «RECHERCHE»

La grande famille des Italiens de Montréal

Aussi étrange que cela paraisse, la moitié des soldats du régiment de Carignan étaient des Italiens! Qui sont donc des 26,000,000 d'Italiens qui, depuis l'unification nationale de leur pays en 1871, l'ont quitté pour d'autres pays d'Europe, d'Amérique du Sud et du Nord? MM Richard Poulain (professeur substitut au département de sociolo-



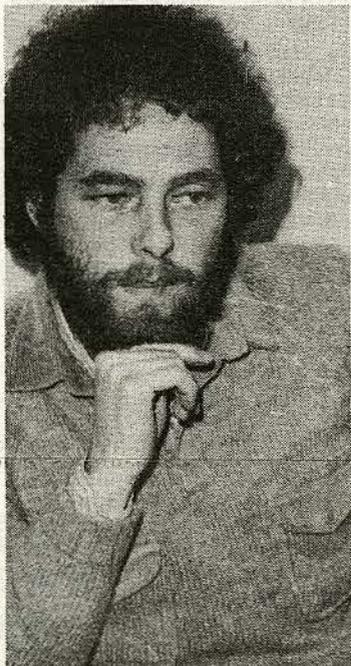
M. Richard Poulain

gie) et Claude Painchaud (étudiant de 2e cycle en science politique) ont récemment effectué une étude, subventionnée par le Secrétariat d'Etat, sur cette collectivité d'immigrants numériquement une des plus importantes chez nous.

Pour mieux saisir la communauté italienne montréalaise d'aujourd'hui, MM Poulain et Painchaud n'ont pas hésité à consacrer deux chapitres de leur recherche au phénomène de la migration italienne dans le monde et à l'histoire particulière de l'immigra-

tion italienne au Canada et au Québec. Un premier fait saute aux yeux: 92% des Italiens qui recherchent des cieux plus cléments originent du Sud ou du Centre de l'Italie, régions caractérisées par un sous-développement endémique, une structure paysanne et familiale, une population sous-scolaire, une main d'oeuvre peu spécialisée.

Le préjugé selon lequel les Italiens de la région montréalaise formeraient des ghettos professionnels ne résiste pas à l'examen. Des 400 répondants interrogés par les chercheurs, la proportion de cols bleus est importante, le nombre de travailleurs de l'industrie de la construction et du vêtement n'est pas négligeable, 2.5% seulement exercent le métier de pêcheur ou d'agriculteur (contre 33% dans leur pays de provenance), moins de commerçants ici que là-bas, quelques



M. Claude Painchaud

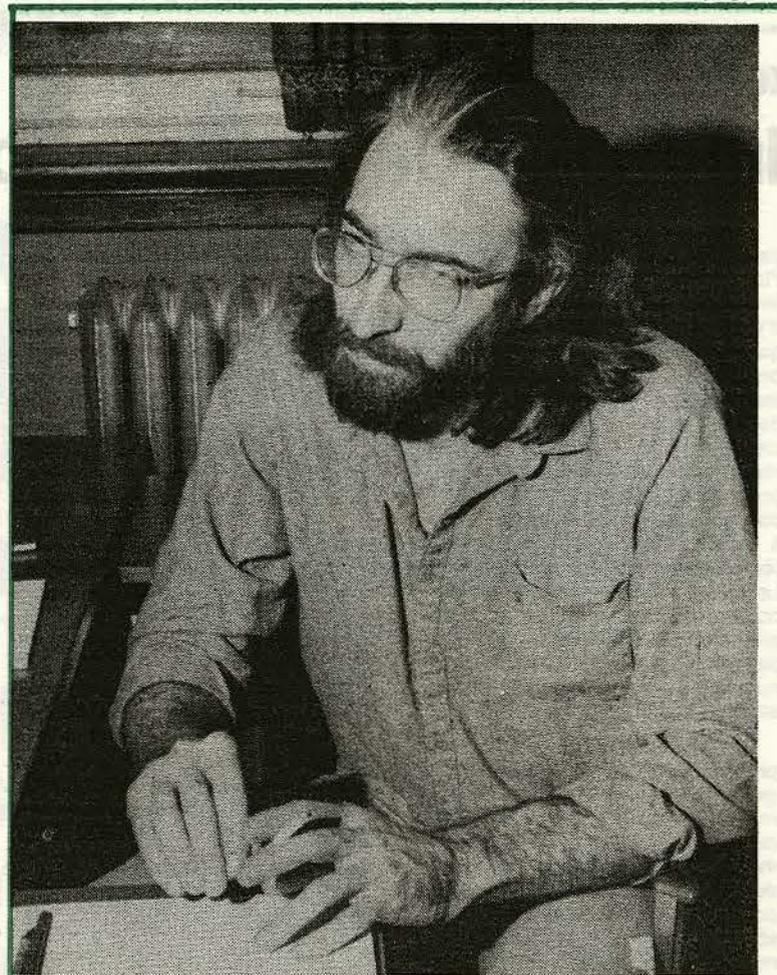
professionnels seulement.

La plupart sont venus au Québec par le biais de la famille dont l'hégémonie, moins forte qu'auparavant, est toutefois encore bien réelle. Les nouveaux arrivés sont systématiquement pris en charge par elle; c'est elle qui les accueille, les loge, leur trouve un gagne-pain, facilite leur intégration sociale. Malgré qu'ils résident dans des quartiers à majorité italiens ou francophones, leurs enfants parlent surtout anglais entre eux ou avec leurs amis; cependant qu'en famille, ils conversent surtout en italien ou en dialecte.

Autrefois très structurée par l'Eglise, la communauté italienne montréalaise d'aujourd'hui l'est surtout par ses notables. En créant ses propres institutions dont certaines sont pan-canadiennes, la bourgeoisie canado-italienne maintient la communauté suffisamment compacte et fermée au monde extérieur pour en garder seule le contrôle. Son impact économique, politique, voire même culturel est considérable. Ses leaders, hommes d'affaires, captent même l'épargne de leurs compatriotes à travers les institutions bancaires qu'ils ont mises sur pied. Ils participent pour la plupart au Parti Libéral du Canada et du Québec et leur pouvoir de lobbying est, dit-on, enviable. Milieu fermé, remarquent MM. Poulain et Painchaud, un véritable défi pour les chercheurs qui veulent en savoir plus long! Les multiples associations régionales ou de quartiers, quasi-familiales, ont fait montre de beaucoup plus d'ouverture.

Depuis 1973, les Italiens retournent davantage dans leur pays d'origine. A cause de la récession généralisée, ce mouvement de migration temporaire est mondial, font remarquer MM Poulain et Painchaud, qui comptent, dans les mois à venir, poursuivre leurs travaux.

D.N.



M. Fred Strayer

Le CIRADE: quatre locaux, cinq unités de recherche

Pour frapper à la porte du Centre interdisciplinaire de recherches sur l'apprentissage et le développement en éducation (feu le CRD), peut-être devrez-vous le faire à quatre reprises puisqu'il loge, du moins cette année, à quatre enseignes: au 2615 du Carré Philips, au 1290 du pavillon Lafontaine, au 1750 rue Saint-André, au 5017 rue Saint-Hubert.

Chacun de ces satellites abrite une unité de recherche (sauf le Carré Philips où on en trouve deux) correspondant à un thème prioritaire autour duquel le CIRADE doit articuler son travail pour les trois prochaines années; le responsable de chaque unité de recherche fait partie du comité scientifique dont la fonction principale consiste à planifier le développement du Centre et ses activités annuelles: formation des unités de recherche, sélection des membres, allocation des ressources, demandes de subvention, etc.

M. Fred Strayer, du département de psychologie est le directeur du Centre. Il est responsable des projets de recherche menés avec l'équipe du Laboratoire d'éthologie humaine sur l'adaptation sociale d'enfants d'âge préscolaire en milieu de garderie. Le directeur-adjoint, M. Jean-Marie Bouchard du département des sciences de l'éducation, poursuit ses travaux reliés au Projet d'intervention à la maison. Ces deux unités de recherche, situées hors campus, illustrent un objectif d'importance au CIRADE: la collaboration étroite entre les éducateurs des milieux non-universitaires et ses chercheurs.

M. Maurice Bélanger dirige les projets sur les problèmes de la représentation des connaissances en mathématiques chez des étudiants des niveaux primaire et secondaire, qui regroupent des professeurs des départements de

psychologie, de mathématiques et de sciences de l'éducation. Un exemple d'interdisciplinarité dont le CIRADE s'enorgueillit. Car qu'elles soient fondamentales ou appliquées, les recherches qui s'y poursuivent doivent être multidisciplinaires et orientées vers la solution des problèmes auxquels se heurte le monde de l'éducation ainsi que vers l'amélioration du système d'éducation et des services éducatifs du Québec.

En l'absence de Mme Monique Lefebvre-Pinard (du département de psycho), l'unité de recherche sur l'éducation morale et socio-cognitive relève cette année de M. Michael Schleifer, du département des sciences de l'éducation. Plusieurs projets s'y grefferont dont un portant sur l'influence de la personnalité du maître et de son style d'enseignement sur le développement moral de l'enfant, un autre sur les objectifs et les stratégies d'apprentissage en enseignement moral et l'évaluation de ces apprentissages.

Dernier thème retenu: l'évaluation des programmes et des services éducatifs. Nul mieux que le GREC (Groupe de recherche en évaluation des curriculum) ne pouvait se pencher sur ces questions. Pendant la durée du congé sabattique de M. Marcel Lavallée, M. Gabriel Goyette (également des sciences de l'éducation) veillera à la bonne marche des travaux.

Après bien des tempêtes, le CIRADE a le vent dans les voiles; en partie, note son directeur, grâce à MM Leclerc et Bertrand qui ont eu la sagesse de le recruter autour de groupes de recherche déjà constitués, vigoureux, autonomes, auxquels ne manquaient au fond qu'un lien organique. En partie, bien sûr, grâce aux chercheurs eux-mêmes et à leurs équipes de travail qui comptent le plus souvent qu'autrement un bon nombre d'étudiants gradués et post-gradués.

D.N.

Au R.I.E.R.: invités émérites et séminaires inusités

Pour la seconde année, le Regroupement interuniversitaire pour l'étude de la religion (R.I.E.R.) organise deux séminaires d'un type inusité. Séminaires animés par des chercheurs émérites, mais longuement préparés par un groupe de professeurs et d'étudiants «gradués».

«Le groupe sélectionne certains thèmes dans l'oeuvre du chercheur, les analyse et élabore progressivement un ensemble de champs d'interrogations qu'il soumet à l'avance à l'invité pour servir de cadre à l'échange qui s'ensuit», explique Louis Rousseau, directeur du R.I.E.R.

La session dernière, René Girard avait soulevé beaucoup d'enthousiasme; on s'attend à ce que les séminaires s'articulent autour de GIBSON WINTER et MICHEL de CERTEAU intéressent tout autant.

Ces séminaires sont suivis d'une conférence ouverte au public.

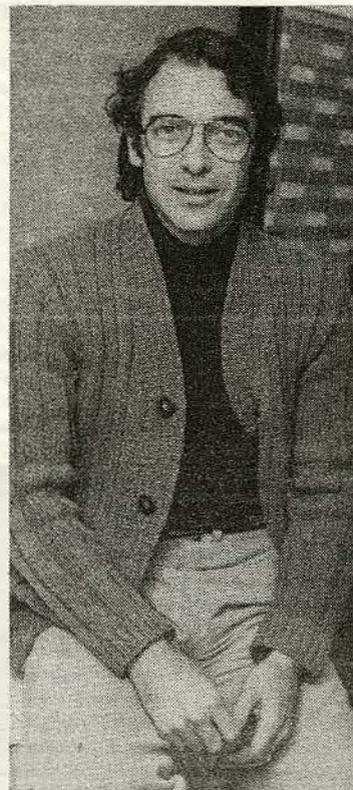
Les travaux concernant Gibson Winter sont passablement avancés, mais on est à constituer l'équipe de réflexion sur l'oeuvre de Michel de Certeau. On obtient des renseignements à cet effet au secrétariat du R.I.E.R. (282-3269).

La première réunion est prévue pour le vendredi, 5 décembre.

Michel de Certeau, professeur-chercheur français, membre de l'Ecole freudienne de Paris, enseigne actuellement à l'Université de Californie (San Diego), en littérature française et littérature comparée. Parmi les nombreux ouvrages qu'il a rédigés, soulignons: «L'invention du quotidien», coll. 10-18, 1980; «Le réveil indien en Amérique latine» (en collaboration avec Yves Materné), Cerf, 1977; «L'écriture de l'histoire», Gallimard, 1975; «La possession de Loudun», 2e édition Gallimard, 1980.

Le R.I.E.R., d'autre part, propose à ses membres et à ceux que ses activités intéressent, un Bulletin d'information, (nouvelles, résumés de conférences, etc.). S'y ajoute maintenant une rubrique «rendue possible grâce à la collaboration de correspondants de l'ensemble du réseau universitaire québécois». On trouvera dans cette chronique des renseignements sur les thèses en cours, et sur divers travaux de chercheurs québécois dans le domaine de la religion.

H.S.



M. Louis Rousseau, nouveau directeur du Regroupement interuniversitaire pour l'étude de la religion.

«A l'UQAM : impasse de l'innovation»

L'ouvrage affiche un titre provocateur: «A l'UQAM: impasse de l'innovation». C'est un bilan collectif que nous livrent, au terme d'une entreprise de changement qui dura quatre ans, seize membres de la famille formation des maîtres — la plupart ayant, depuis, quitté ce secteur. Livre-choc dont le texte principal est rédigé par M. Normand Wener, professeur au département des communications et ex-vice-doyen à la famille, qui encadre les témoignages de ses co-équipiers. Le tout forme un seul et même constat d'échec dont le ton a de quoi étonner: polémique, virulent, parfois cinglant. Une «étude monographique» comme on en lit peu souvent dans une université.

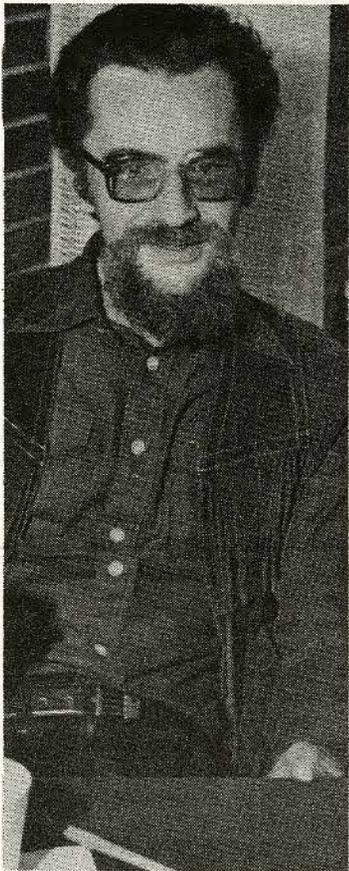
Le volume présente d'abord les principaux axes du projet qui a guidé, entre juin 76 et mai 80, les initiatives du groupe: service au milieu, pluralisme, rétablissement de la dimension collective de l'action et de la formation, préjugé favorable aux défavorisés et enfin, ouverture de la programmation: «Ce faisant, nous n'avons voulu qu'exercer à fond les responsabilités confiées aux modules et à la famille par les autorités universitaires».

Après avoir dressé un tableau de leurs réalisations et des dossiers approfondis pendant cette période, analysé leur position dans l'Université face aux divers réseaux de pouvoir (étudiants, professeurs, syndicats, administrateurs), fait une présentation critique de leurs stratégies, les auteurs en arrivent à la conclusion suivante: «Prenant pour acquis que nous n'avons pu être également compétents sur chacun de nos dossiers, nous pouvons affirmer que l'innovation est ni prévue ni permise dans cette structure.» Car si l'initiative est encouragée dans la plupart des institutions — dont l'UQAM, — il en va tout autrement de l'innovation: «L'innovation, c'est l'initiative qui dérange, qui change les règles du jeu.»

Les auteurs identifient clairement deux principaux obstacles à leur action innovatrice: la structure universitaire et le corps professoral. Ils ne sont pas tendres à l'endroit de ce dernier qui est accusé de protéger ses énormes privilèges par le biais «d'un corporatisme malsain et le développement d'un savoir ésotérique dénué de pertinence sociale». Leur expérience démontre en outre, à leur avis, l'impossibilité pour les modules d'innover dans le cadre de la double structure uquamienne, qui accorde plus d'importance aux ressources professorales qu'aux instances de programmation: «Si la situation actuelle perdure, l'UQAM deviendra très bientôt une momie impertinente guère plus récupérable que ses concurrentes. Le module constitue son seul espoir,

Les auteurs:

Guy Beaugrand-Champagne, co-ordonnateur; Nicole Beaulieu, secrétaire; Clément Blanchette, ex-coordonnateur; Jacques Duchesne, directeur de module; Michel Dupuis, ex-étudiant; Jean-Pierre Garric, chargé de cours; Ginette Granger, secrétaire; Gilles Laperrière, ressource externe; Andrée Landreville, professeur invité; Réal Larochelle, ressource externe; Jean-Paul Lauzon, coordonnateur; Ginette Lépine, coordonnatrice; Serge Louka, animateur pédagogique; Sylvain Plante, animateur de la vie étudiante; Maurice Soulières, directeur de module; Normand Wener, vice-doyen.



M. Normand Wener

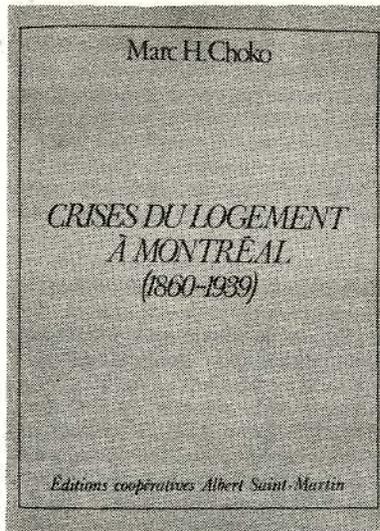
mais un module nettement revigoré.»

A travers cette analyse, c'est l'ensemble des universités québécoises qui sont prises à partie: «Celles-ci coûtent beaucoup trop cher pour ce qu'elles rapportent, surtout aux gens des milieux populaires.»

Pourquoi ce bilan paraît-il à ce moment-ci, sous cette forme et sur ce ton, alors que de leur propre aveu, la plupart des signataires ont abandonné la partie? «Pour plusieurs d'entre nous, ce bilan constitue leur testament à l'UQAM au moment de partir. Pour d'autres, il marque une étape importante dans leur tentative d'améliorer cette institution. L'UQAM saura-t-elle relever radicalement et sans tarder le défi de l'ouverture et de la pertinence sociales? Malgré notre optimisme, nous devons affirmer que nous n'y croyons plus tellement. Tout au plus espérons-nous que ce livre empêchera l'Université de continuer à laisser croire aux gens engagés qu'ils peuvent innover dans la structure modulaire actuelle. C'est vraiment une attitude criminelle d'entretenir de telles illusions!»

Ce livre est publié aux Editions Albert Saint-Martin. Le lancement aura lieu le vendredi, 28 novembre.

C.G.



Marc H. Choko, architecte professeur en design de l'environnement, publiait récemment aux Editions coopératives Albert Saint-Martin: «Crises du logement à Montréal (1860-1939)».

Dans cet ouvrage — et l'auteur ne s'en cache absolument pas — la question du logement est abordée dans une optique socio-économique précise: «... il s'agit d'une recherche partielle, au sens où elle prend parti. Celui de montrer la logique du développement capitaliste et ses conséquences au niveau du logement des travailleurs... Ce parti pris consiste en la croyance que les intérêts de la bourgeoisie, de la classe dominante, sont contradictoires avec ceux de la classe ouvrière, de l'ensemble des travailleurs, des exploités...»

Pour l'essentiel de l'ouvrage, trois époques sont retenues: 1860 à 1914 — 1914 à 1929 — 1929 à 1939. «Coupures qu'il ne faut pas prendre au sens strict du mot», précise Marc Choko, puisque «le temps ne s'arrête pas et les événements sont bien liés d'une époque à l'autre». Mais, un tel découpage lui paraissait faciliter la lecture et la compréhension de la question.

Chaque chapitre (époque) com-

prend une présentation du contexte général (économique, politique, social, urbain...) «les données spécifiques sur le logement, les revendications et les luttes, ainsi que les diverses idées, positions, lois... mises de l'avant en ce qui concerne le logement des travailleurs, et une brève synthèse».

L'auteur fait ressortir que son étude en est une de «déchiffrement». «Au Québec, à l'heure actuelle, les descriptions et les études de la crise du logement, toutes plus ponctuelles les unes que les autres à de très rares exceptions près, ne permettent en rien d'en saisir la nature et les causes profondes». Sa recherche vise donc «à alimenter la mise en place d'un cadre d'analyse pertinent à la question du logement à Montréal».

En annexe, on peut lire un texte sur le Mouvement des SQUATTERS de 1946-47 (qui met en évidence les occupations de logements à Montréal dans l'après-guerre). D'autres annexes suivent, plus essentiellement théoriques.

La bibliographie est étoffée et sûrement utile à qui entend poursuivre une réflexion sur la question.

H.S.



Si l'étude de la politique extérieure de l'Union soviétique a été abordée dans des ouvrages portant sur les relations internationales et l'histoire diplomatique, selon l'auteur, aucune de ces publications n'avait pour but de saisir la spécificité de cette politique: «L'ouvrage que voici se propose de combler cette lacune.» Mais étant donné l'ampleur de la période couverte, il ne pourra évidemment en aborder de façon exhaustive tous les aspects: «Il vise plutôt à dégager les tendances générales de la politique internationale soviétique, ses mutations, ses points de rupture et ses éléments de continuité, à partir des principaux événements qui ont déterminé son évolution sur la base d'un héritage politique et idéologique.»

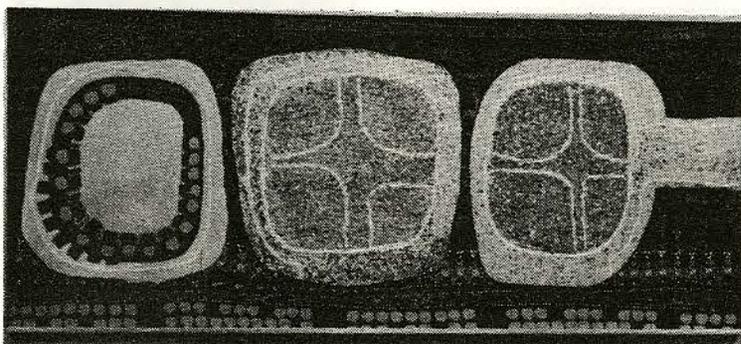
Le tout considéré sous deux aspects qui, par la dialectique de leur interaction, ont conféré à l'action de l'URSS dans les affaires internationales son caractère spécifique et son originalité: «Cet ouvrage entend ne pas se limiter à l'analyse des relations entre l'Etat soviétique et les autres Etats, mais aborder aussi l'autre dimension fondamentale de l'activité internationale de l'URSS,

celle de ses rapports avec les partis communistes étrangers et le rôle qu'elle a voulu exercer comme force dirigeante du mouvement communiste et révolutionnaire mondial.»

Outre l'introduction qui présente les fondements de cette politique — le passé russe et le marxisme eu égard à la politique internationale — le livre compte six parties qui retracent, dans l'ordre chronologique, l'expérience soviétique: Révolution russe et révolution mondiale, 1917-1924; Le socialisme dans un seul pays, 1924-1944; La guerre froide et la formation du camp socialiste, 1944-1953; Coexistence et confrontation, 1953-1962; Coexistence et confrontation dans un monde multipolaire, 1963-1972; Les enjeux récents et les défis de l'avenir, 1972-1980. Chacune de ces périodes est analysée en fonction des deux tâches que se sont fixées les dirigeants de l'URSS: la survie et la sécurité de l'Etat soviétique et la promotion de la révolution socialiste dans le monde.

Cet ouvrage a été publié chez Armand Colin dans la collection U, série Histoire contemporaine.

C.G.



Nicole Tremblay, chargée de cours au département d'arts plastiques, expose ses oeuvres à la Galerie ARS-Nova, 304 est, rue Notre-Dame, à Montréal, jusqu'au 7 décembre. Du mardi au samedi, de 11h à 17h. Le dimanche, de 13h à 17h.